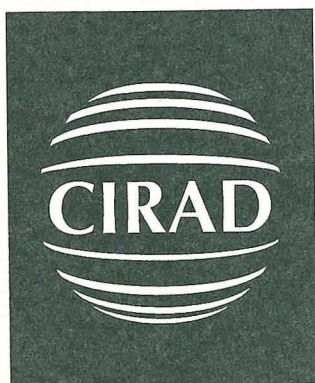


Document de travail du CIRAD-SAR
N° 10



Quelle géographie au Cirad ?

Séminaire de géographie 1995-1996

Editeurs scientifiques
Yves Clouet
Jean-Philippe Tonneau

Centre de coopération internationale
en recherche agronomique pour le développement

Faculté universitaire des sciences agronomiques
de Gembloux, Belgique

Fronts pionniers et organisation économique en Amazonie

Le cas de la région d'Altamira- Pará (Brésil)

Nathalie PARALIEU

Résumé : *Flux commerciaux et stratégies paysannes éclairent en grande partie la poussée pionnière en Amazonie Orientale, l'une des plus fortes du monde. Trois niveaux d'analyse, la région, l'espace local et celui des réseaux familiaux, sont retenus pour aborder la circulation des produits, la structuration du territoire et les relations entre agent. Tout l'enjeu est de capter une partie de la plus-value des produits commercialisés pour les réinvestir sur le territoire au bénéfice des communautés en présence.*

Mots-clés : Systèmes commerciaux, analyse des flux, structuration de l'espace, stratégies, utilisation de l'espace, front pionnier, Amazonie, Brésil

La région d'étude se situe au Brésil en Amazonie orientale, dans l'Etat du Pará à environ mille kilomètres de Belém. Cette zone géographique a été choisie par l'Etat en 1970 pour l'implantation d'un programme de colonisation dirigée.

L'ouverture d'un espace neuf, réputé vierge, livré aux convoitises de l'espèce humaine est riche d'enseignements sur la construction d'un territoire, d'une société et l'organisation de son économie. Le caractère récent de la région accroît l'intérêt de voir sur un pas de temps court évoluer et se structurer l'espace comme construction humaine.

Le devenir d'une région pionnière

Le territoire situé autour de la transamazonienne détruit le capital forestier, fragilise les dernières sociétés indigènes et ne génère pas de développement équitable. L'espace le plus anciennement colonisé, est situé le long de la route. Là émergent des embryons de structures urbaines. Ce sont des simples relais qui, faute de développement endogène n'arrivent pas à freiner la conquête qui se poursuit (figure 1, scénario A). Le problème se résume à rechercher les conditions du passage du scénario A au scénario B, qui permettrait de fixer des limites à l'expansion tout en créant les conditions de reproduction sociale et d'amélioration du niveau de vie des populations présentes.

De l'expansion agricole à la structuration

Au niveau du dispositif spatial de l'Amazonie orientale, le modèle théorique de l'évolution d'un territoire pionnier se traduit par l'existence de systèmes commerciaux particuliers (figures 1). Les hypothèses retenues s'intéressent à ces systèmes commerciaux pour comprendre les conditions de passage du scénario A au scénario B.

Ces systèmes seraient liés à un type particulier de construction et d'organisation du territoire et contribueraient à une gestion plus ou moins efficace des ressources naturelles et humaines. Mais ils n'expliquent qu'en partie la structuration de l'espace régional et son intégration à l'économie nationale. Car au sein de ces systèmes, existent des acteurs dont les projets sont déterminants dans le possible passage d'un scénario à l'autre.

La région d'Altamira n'est qu'un pôle secondaire de développement confronté à deux problèmes. Une difficulté à gérer l'espace local construit sur un modèle de colonisation technocratique que la population jusqu'à présent n'a jamais remis en cause et qui pose de sérieux problèmes de maîtrise spatiale en terme de communication et de contrôle des ressources naturelles (bois). Une difficulté à transformer un système commercial basé sur l'exportation de produits bruts, en système commercial exportant des produits transformés. C'est-à-dire une possibilité d'améliorer le niveau de vie local, de s'affirmer comme pôle de développement endogène et d'acquérir les moyens gérer sa zone d'influence.

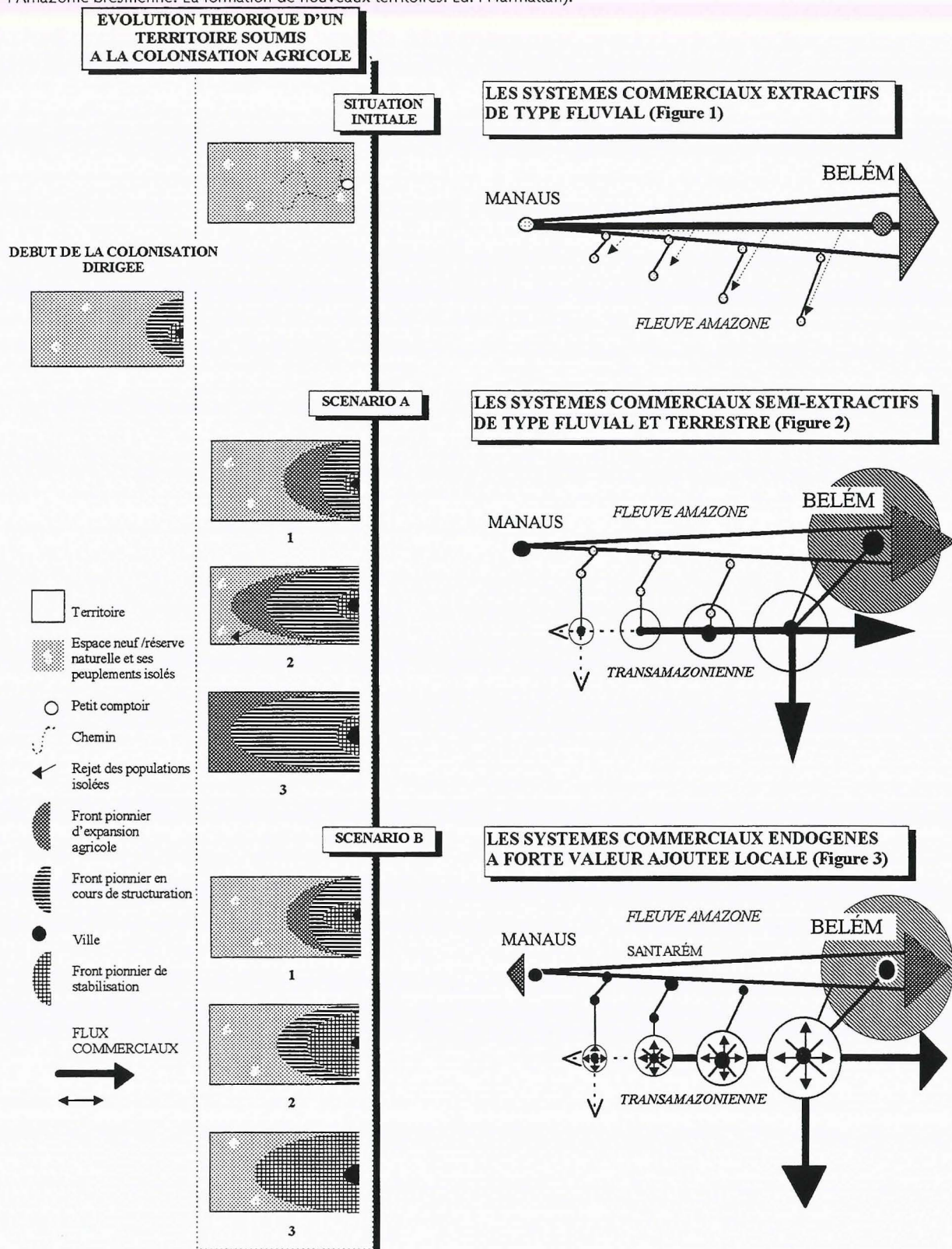
Le problème du délabrement des infrastructures routières (axe transamazonien et chemins secondaires transversaux) et l'absence de politique énergétique restent de sérieux handicaps au développement. L'économie locale souffre depuis toujours d'une circulation difficile des hommes et des produits. Ces problèmes découlent directement de l'histoire de la colonisation et des caractères spécifiques à l'émergence de cette région enclavée. Ils suscitent une forte réaction des acteurs locaux désireux d'apporter des solutions pour vivre mieux au sein de leur espace.

Un modèle de colonisation technocratique

Le projet de colonisation officielle "PIC Altamira I" accompagne la construction de la Transamazonienne. L'Etat fédéral exproprie les terres se trouvant jusqu'à cent kilomètres de part et d'autre de l'axe routier. Tous les cinq kilomètres, perpendiculairement à la piste transamazonienne, sont ouverts au nord et au sud, des chemins transversaux (traverses) de 10 à 12 km. Le long du réseau et au-delà, sont divisés des lots de 100 ha, destinés aux familles des colons. Dans un souci d'intégration du rural à l'urbain, le système des agrovilles est choisi parmi différents modules de colonisation.

L'Etat effectue beaucoup de publicité pour attirer les populations auxquelles il fait miroiter de nombreuses aides, l'espoir et le mythe de la construction d'une société égalitaire pour toute une catégorie de petites gens sans terre du milieu rural et urbain. Les flux spontanés submergent rapidement l'ambition planificatrice. L'assistencialisme d'Etat total, à travers l'INCRA (Institut national de la colonisation et de la réforme agraire) est trop coûteux. Les investissements et réalisations se concentrent à l'ouest d'Altamira où se trouvent les terres fertiles rouges, puis dès 1974, s'opère le désengagement progressif de l'Etat qui est vécu comme un abandon ou comme le début d'une conquête vers l'autonomie.

Figure 1. (Sources : Nathalie Paraliu à partir d'une synthèse de définitions des divers types de fronts pionniers et leur dynamique. CLOUET *et al.*, (1996). Fronts pionniers et organisation de l'espace en Amazonie orientale. In Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires. Ed. l'Harmattan).



Sur les marques laissées par l'Etat, se dessine une région, se divise le territoire, de nouveaux municipes se constituent avec de nouveaux acteurs (collectivités locales) issus des populations pionnières. Cependant, au moment où se structurent les zones les plus anciennes de la colonisation, le report des franges successives de colonisation aux périphéries municipales entraîne l'isolement des populations. Les communications sont difficiles, alors de forts liens de dépendance s'établissent avec les quelques personnes servant de relais du monde urbain où se concentrent les services et se fait le commerce. Vingt ans après le début de la colonisation, la situation devient paradoxale avec des densités de population plus élevées aux marges de l'oekoumène à plus de 20 km de l'axe transamazonien ou à la périphérie du centre ville.

L'exploitation des ressources ou le commerce des produits agricoles s'effectue souvent de façon illégale. Les fonctionnaires des organismes publics de contrôle sont corrompus. Il n'existe pas de contre-pouvoir permettant de barrer la route aux transactions mafieuses dans cette région enclavée. La mise en place de règles collectives respectées semblent du domaine de l'utopie. Pouvoirs politiques, économiques et judiciaires forment un bloc solidaire pour préserver leurs intérêts. Ils constituent un frein au développement.

A la suite de la crise socio-économique et écologique qui survient fin 1987, les acteurs locaux revendiquent l'aide de l'Etat Fédéral, pourtant totalement désengagé depuis 1983. La chute des prix des cultures pérennes menace la classe moyenne d'agriculteurs, qui s'est constituée en grande partie avec l'appui des organismes publics de développement agricole (EMATER – Entreprise d'assistance technique et de vulgarisation rurale –, CEPLAC – Commission exécutive du plan de la culture cacaoyère –).

Les principaux acteurs qui ont bénéficié du soutien de l'Etat, au démarrage de leurs trajectoires d'accumulation, prennent part aux transformations et à l'avenir du territoire. Ils sont organisés au sein de groupements paysans (soutenus par l'Eglise catholique progressiste), ils sont à la recherche d'alternatives économiques et exercent une forte demande sur les organismes intervenant dans la région (EMBRAPA, Université fédérale, organismes de vulgarisation agricole, SAGRI, ONGs).

Structuration de l'espace : de la région à la micro-localité

Le niveau régional : un pôle urbain d'attraction

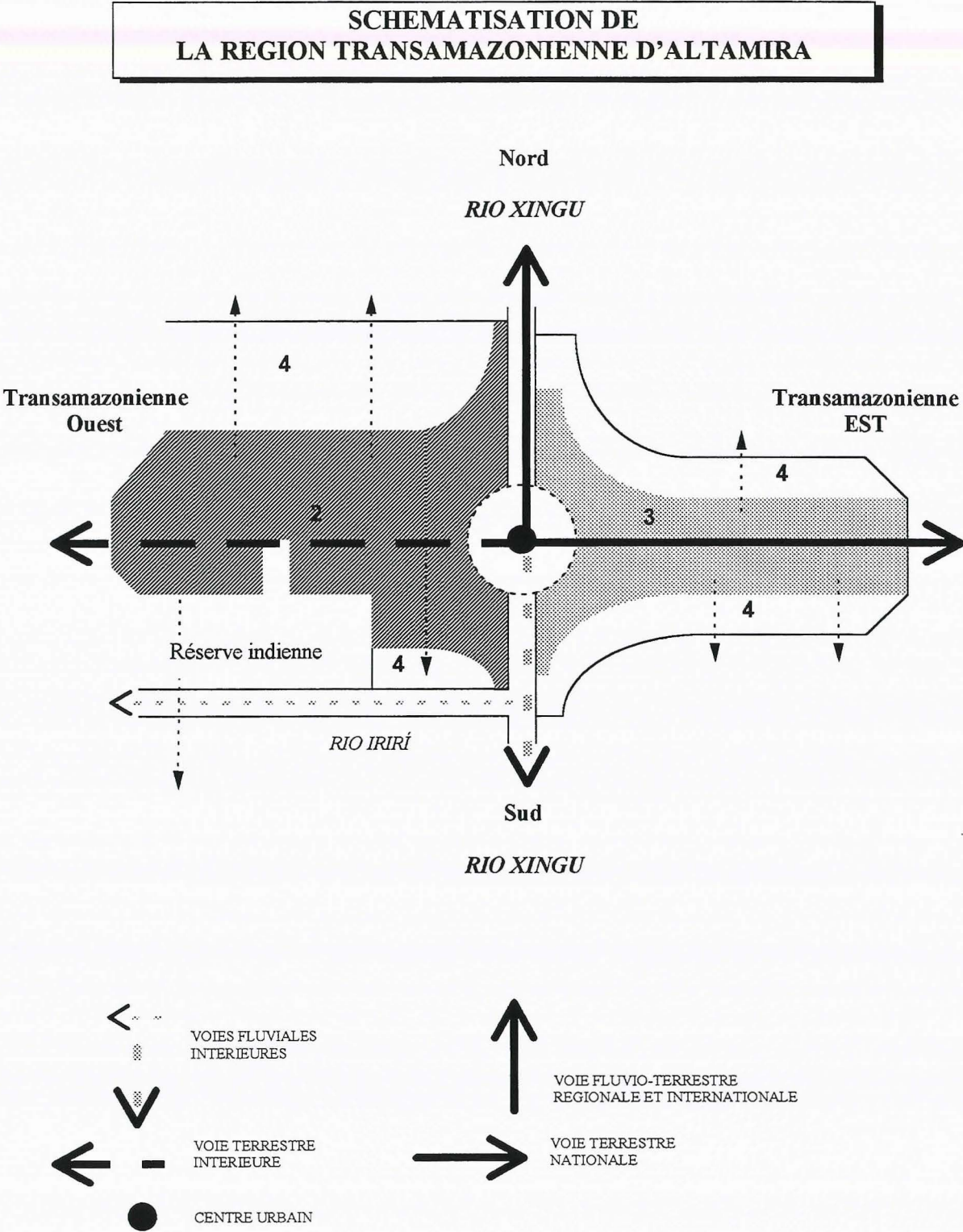
La ville d'Altamira domine l'ensemble de la région transamazonienne (schématisation de la région (figure 2) selon une zone d'influence d'environ 250 km de part et d'autre de l'axe routier. La proche périphérie formée d'une petite ceinture maraîchère et de grandes exploitations d'élevage bovin, est une zone d'ancienne occupation, colonisée dans les années 50-60 et desservie déjà à l'époque par 200 km de chemins. Elle ne représente pas un modèle pour la stabilisation des zones pionnières : concentration foncière et faiblesse de la production vivrière insuffisante pour alimenter le marché urbain.

Les zones rurales transamazoniennes

Elles couvrent environ 50 000 km² à raison de 3 habitants au km² et s'organisent selon différents espaces.

- La zone ouest (espace 2) est l'aire de la colonisation officielle. On y trouve de petites et moyennes plantations, de petits producteurs et quelques grandes fermes d'élevage isolées. L'action de

Figure 2. (Source : carte de base de la région - réflexion personnelle.)



l'Etat se concentre dans cette zone, où se trouvent les meilleures terres pour la mise en culture. Les agrovilles sont construites entre le km 20 et 100 ; puis d'autres noyaux de peuplement naissent spontanément le long de la Transamazonienne. Une usine de transformation de canne à sucre est installée au km 92 Sud, une station expérimentale de l'EMBRAPA (Entreprise brésilienne de recherche agronomique) se trouve au km 35, le centre de la CEPLAC au km 100. On distingue deux pics d'occupation dans la structuration de cet espace : le premier correspond au lancement de la colonisation dirigée par l'INCRA (de 1971 à 1974) ; le second correspond à la régularisation des titres de propriétés des colons installés après le lancement des programmes, de 1979 à 1983. La terre se concentrent. Dès 1984, les deux tiers des planteurs de cacao ou de canne à sucre, ont 200 hectares au lieu des 50 de départ (Milder, 1986). Un mouvement d'urbanisation s'enclanche (Hamelin, 1990).

- La zone Est (espace 3), planifiée au départ pour les grandes exploitations, est laissée aux invasions (colonisation spontanée), *fazendas* et petites exploitations familiales plus ou moins diversifiées coexistent. Le programme de colonisation ouvre la route et installe des familles tout le long, avec très peu d'équipements (une agroville et un centre expérimental de l'EMBRAPA au km 18, un entrepôt CIBRAZEM à la Vila Anapu au km 130), car il n'existe aucune grande étendue de terres fertiles, qui inciterait l'Etat à y développer son action. Ce dernier n'interviendra plus que sporadiquement sous la pression des communautés de base représentées par des leaders en lien direct avec la CPT (Commission pastorale de la terre) et les syndicats de la zone ouest. La plupart des grandes superficies (1 000 à 3 000 hectares) allouées à des investisseurs du centre-sud sont inexploitées. Peu à peu, l'INCRA annule les anciennes attributions. Les quelques grands éleveurs sont incapables d'assurer le développement des infrastructures de toute la zone. L'absence de mise en valeur attire de petits colons, qui envahissent ces forêts dès 1977. Cet espace, également en cours de structuration, donne la priorité à l'élevage et à la concentration des terres. La croissance des bourgades y est nettement moins prononcée qu'à l'ouest.

- Les périphéries à l'est et à l'ouest (espace 4), celles des franges pionnières actives convoitées par l'ensemble des acteurs : forestiers, petits colons sans terre, moyens et gros exploitants... Les conditions d'isolement sont les plus difficiles. Il existe encore des forêts vierges et des terres non exploitées. Les pionniers, simples démarqueurs de terre mettent rarement en valeur les lots, qu'ils revendent rapidement. Ces derniers sont à nouveau revendus, jusqu'à ce que de nouveaux propriétaires affrontent l'isolement. Ils établissent alors des contrats avec les exploitants forestiers. En échange de la construction d'une voie de desserte, ils autorisent ces derniers à extraire les arbres de bois précieux de leur *posse*.

La ville d'Altamira

La domination de la ville sur ces espaces est due à sa position géographique au croisement d'une voie d'eau et de terre, point de contrôle de circulation des produits, position bien exploitée au fil des dernières années. De 1971 à 1974, les investissements de l'Etat s'effectuent à l'ouest en raison des aptitudes des sols et du désir de réussite de la colonisation. Quatre ans plus tard (1975-1979), 40 % des ressources tirées du POLAMAZÔNIA financent les infrastructures de la ville d'Altamira. Ces investissements privilégient les infrastructures et non les fonctions productives. L'effet d'entraînement se limite au domaine des services administratifs et commerciaux. La ville va rayonner comme petit centre de négoce sur sa région, bien qu'elle ne soit qu'un petit pôle de commerce secondaire au sein de l'Etat du Pará. La circulation des flux des produits permet de comprendre comment la ville d'Altamira a capté l'économie d'échange de l'ensemble de la région et le contrôle qu'elle exerce sur le commerce intra et extra-régional.

Le renforcement de la ville d'Altamira

Avec l'introduction de la transamazonien et l'implantation de la petite colonisation agricole, les flux de produits traditionnellement drainés par le fleuve (figure 3, A) sont drainés par la route ; aux produits de cueillette se sont substitués des produits agricoles (figure 3, B). Les denrées alimentaires et les biens de consommation courante non produits par la ville d'Altamira arrivent du Sud du pays et sont directement distribués le long de la route.

L'Etat implante un système commercial ayant pour vocation l'approvisionnement direct des colons au sein des espaces de colonisation dans les magasins de la COBAL (Compagnie brésilienne d'alimentation), ainsi que l'achat et le stockage des produits de la récolte dans les entrepôts de la CIBRAZEM via les financements délivrés par la *Banco do Brasil*. Ce système sera effectif jusqu'en 1983, date à laquelle l'Etat renonce à maintenir les crédits à un taux bas.

Parallèlement, se développe un commerce informel, non assujéti aux taxes, qui consiste à fournir les boutiques privées en biens industrialisés, en échange des produits agricoles chargés lors du voyage retour. Ces transporteurs commerçants viennent pour la plupart du Nordeste. Ce système sera effectif jusqu'en 1986, date à laquelle le gouvernement Sarney décide de congeler les prix. Ce système d'échange devient alors moins intéressant, sans disparaître pour autant.

Le système fluvio-routier représente le modèle le plus marqué à l'heure actuelle (figure 3, C). Altamira fonctionne comme un véritable centre de collecte et de distribution des produits régionaux et des produits industrialisés qui arrivent du Centre-Sud par la route, voire le fleuve. Dès la mise en échec du système artificiel créé par l'Etat, la région se structure autour du noyau urbain le plus important doté des services indispensables au commerce (banques et réseau de télécommunication).

La principale conséquence de la route, qui ouvre de nouveaux espaces et donne accès à de nouvelles richesses, est le renforcement de l'économie extractive : les échanges les plus fréquents s'effectuent entre la région d'Altamira et le Sud du pays pour les flux du bois ou ceux des produits alimentaires, dans le sens inverse. La route n'amène pas de changements dans l'économie extractive. Au contraire, elle contribue à son expansion et son renforcement. Le pôle *sudeste* tire parti des richesses de l'Amazonie au même titre que les pays étrangers (traditionnellement).

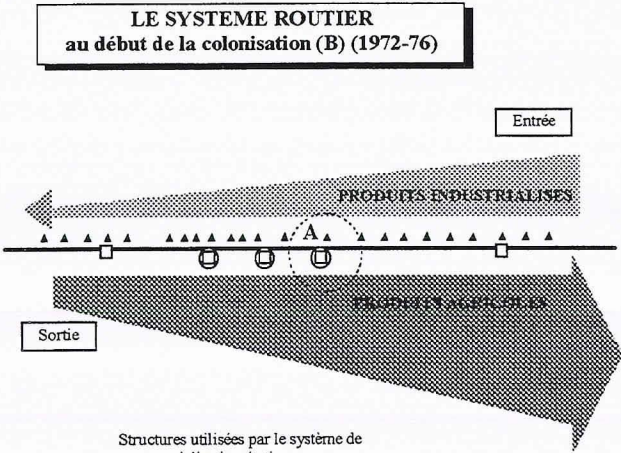
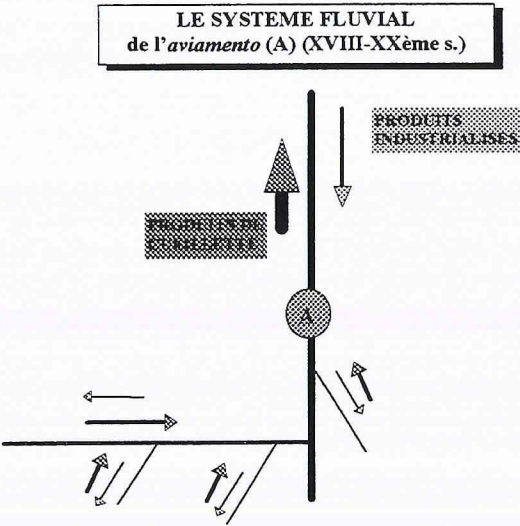
Mais, le développement de la production agricole et de l'élevage lié à l'occupation humaine le long de la Transamazonienne, forme de véritables bassins d'approvisionnement des villes du Nord. Le principal effet de la naissance d'une agriculture sur les terres hautes ouvertes à la mise en valeur est de nouveaux échanges régionaux.

Le contrôle de la ville sur sa zone d'influence

En amont du système commercial contrôlé en grande partie par la ville (exceptions faites des flux directs entre les bourgades de la Transamazonienne et le reste du pays) se pose le vaste problème des distances. Ou comment drainer à soi les produits ? Pour défier les distances engendrées par un plan d'aménagement linéaire et extensif, des réseaux d'intermédiaires marchands se sont structurés. Ils sont fortement hiérarchisés dans l'espace et de part les fonctions remplies par chacun des membres du réseau.

Les principaux commerçants gèrent spatialement l'acheminement des produits jusqu'à leurs entrepôts. Ils placent ou choisissent leurs représentants ou autres intermédiaires aux meilleurs endroits (cœur de bassin de production, intersections de chemins, bord de route...).

Figure 3.

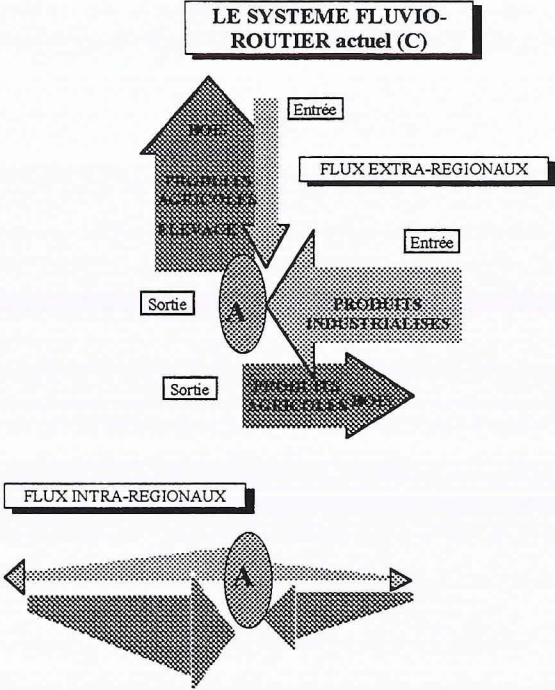


Structures utilisées par le système de
commercialisation étatique
CIBRAZEM-COBAL

- Banque
- Entrepôt

Structures privées utilisées par le
système de commercialisation des
ambulants du Nordeste

- ▲ Boutique



La constitution de cette chaîne d'intermédiation se fonde sur la combinaison d'intérêts entre celui qui cherche à se rattacher au marché (et qui en a les moyens : transport, trésorerie, stocks importants...) et celui qui cherche un produit pour répondre à une demande connue (marché local, régional...) ou faire fonctionner son propre outil de production (rizeries, chocolateries, scieries...). A chaque maillon de cette chaîne correspond un noeud au sein du territoire. Ce point de rupture de charge génère ou pas d'accumulation, selon que les investissements s'effectuent sur place ou ailleurs.

Le système reste en l'état favorable à l'accumulation individuelle ayant peu de répercussions sur le développement local. Un regroupement d'intermédiaires au sein des bourgs, leur confère un rôle particulier comme lieu de départ de chargements complets. Mais les produits non transformés ne font finalement que transiter par le bourg, avant d'être regroupés et distribués à partir d'Altamira.

la faible régulation de la ville sur l'avancée pionnière

Altamira est un réservoir de main d'oeuvre saisonnière ou de petits métiers de services liés à la classe moyenne issue de l'administration et des professions libérales. Cependant, la population reste sous-employée et démunie. La misère entoure la ville et les " enfants des rues " se multiplient comme ailleurs dans le reste du pays. Il n'y a pas de marché sûr et régulier pour les produits agricoles régionaux, ni de petit bassin d'emploi. Les initiatives privées de création d'entreprises restent timides à quelques exceptions. Les infrastructures tombent en désuétude car la ville ne produit pas de richesse, pas plus qu'elle ne retient une part significative du produit du commerce de ses habitants pour lui permettre de maintenir l'acquis et faire mieux au profit de la collectivité.

C'est pourtant bien ici que s'effectue l'accumulation, principal point de rupture de charge pour l'ensemble des produits agricoles, de l'élevage, du bois. Quelques riches villas, de coquets magasins climatisés où l'on trouve à se vêtir à la dernière mode *carioca* (de Rio de Janeiro), les confortables clubs au gazon et piscines impeccables mais surtout les *fazendas* qui s'étendent à la périphérie de la ville, grignotent les lots de 100 hectares ou s'installent au coeur de l'ancienne zone de colonisation, attestent de l'enrichissement d'une faible part de la population d'Altamira. En effet, les investisseurs fonciers sont issus de la région autant que de l'extérieur. Les seuls projets de ces hommes qui détiennent la richesse ne permettent pas à la ville de réguler l'avancée pionnière. Altamira est la tête de pont de l'économie régionale. Mais les acteurs qui agissent en son sein et organisent les échanges ne stimulent pas son rôle régulateur sur ses espaces périphériques.

Le niveau sous-régional : le cas du territoire de Medicilândia

La sous-région étudiée est à l'ouest d'Altamira. Elle s'étend du km 65 au km 140. La conquête de l'espace s'est effectué de part et d'autre de l'axe routier principal, tandis que les noyaux de concentration humaine se sont développés le long de l'axe, laissant entrevoir de possibles transformations dans le mode de fonctionnement de ce territoire (figure 4).

Le développement des fronts agricoles

La place des produits dans l'expansion des fronts

Le premier est le riz. C'est l'unique moyen d'obtenir des crédits jusqu'à la fin des années 1970, (date de fin de prise en charge par l'Etat de la *faixa* bande pénétrant les 10 premiers kilomètres). la *Banco do Brasil* préfère financer les cultures annuelles pour être certaine de se faire rembourser au moment de la récolte, les crédits débloqués.

S'implantent ensuite des cultures commerciales de canne, de cacao et de poivre, grâce aux organismes de vulgarisation, mais aussi de café qui se développe spontanément en fonction des savoir-faire de colons originaires des Etats traditionnellement producteurs.

L'élevage gagne alors les exploitations en raison de l'échec du projet de "canne à sucre" et de la crise économique et sanitaire des cultures de rentes (chute des prix et maladies " balai de sorcière" du cacao et fusariose du poivre). Même les petits *posseiros*, au fond des traverses, s'orientent vers la valorisation de leur lot par les pâturages.

L'exploitation du bois est l'élément économique qui explique l'avancée des traverses dès l'abandon du programme de colonisation. Aujourd'hui, une pression croissante s'exerce sur la forêt transamazonienne, en raison de la délocalisation des entreprises forestières qui ont épuisé les ressources à l'Est et au Sud de l'Etat du Pará.

L'extension du réseau des chemins

L'extension du réseau des chemins permettent l'exploitation des ressources naturelles par les entreprises privées (forestiers). Ils passent de 270 km en 1970 à plus de 900 en 1995) Mais une fois créés, ces chemins ne sont plus entretenus vu la faiblesse des ressources financières locales. Seules, les grandes exploitations d'élevage pourront se développer dans ces conditions.

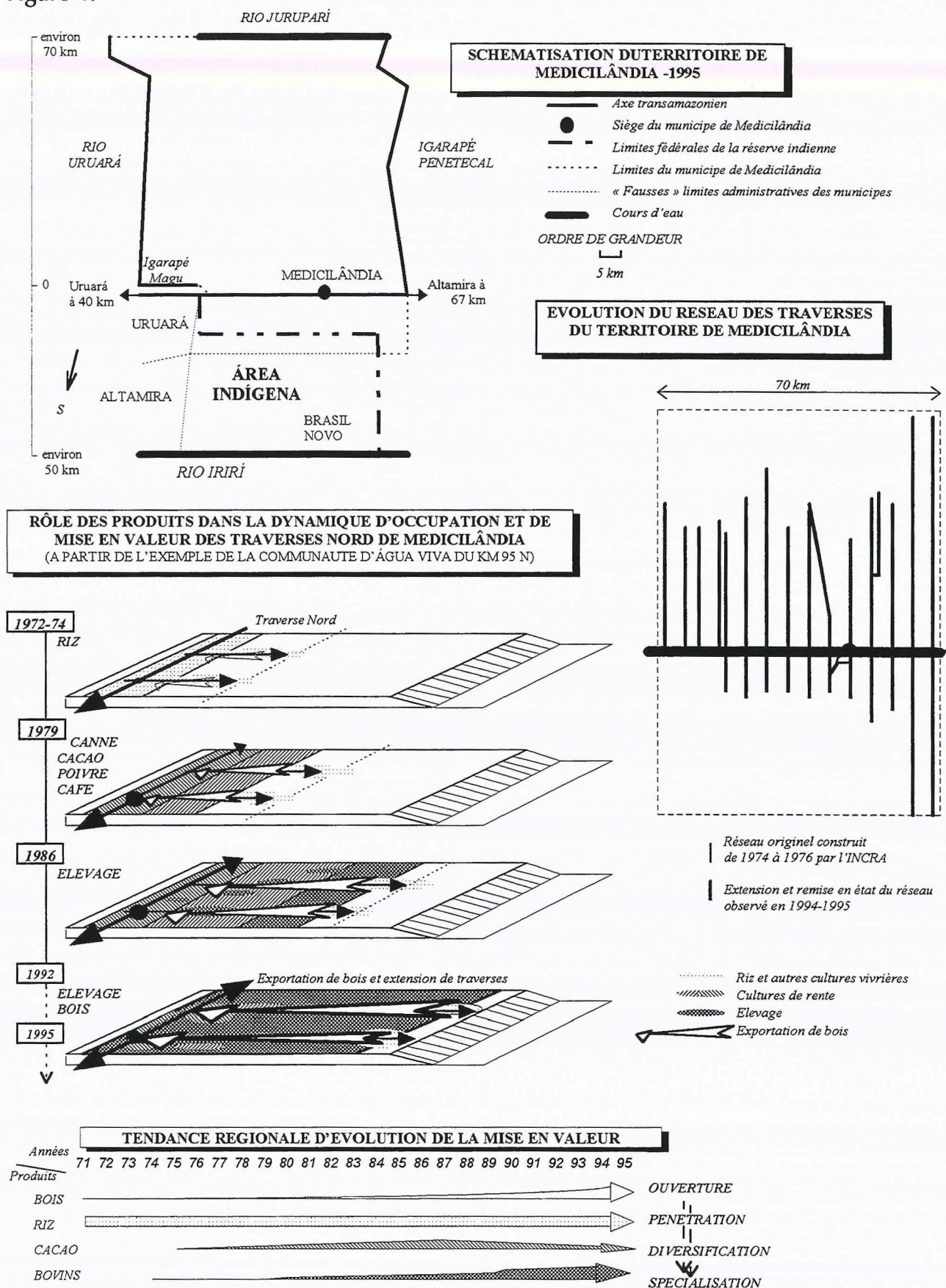
Les points de cristallisation de l'activité économique

Le bourg et les hameaux, lieux de concentration humaine, sont généralement des points de rupture de charge dans la circulation des produits (figure 5). Ils cristallisent les activités qui sont bénéfiques pour le développement du territoire. Ces points se concentrent le long de l'axe transamazonien, bien que l'Etat en ait également installé le long des traverses.

On constate ainsi que l'agroville Abraham Lincoln s'est développée grâce aux équipements et infrastructures de l'Usine PACAL (banques, téléphone, services de vulgarisation agricole, etc.) et de celles du PIC (entrepôts, etc.). Au hasard du modèle d'urbanisation choisi par l'Etat, elle s'est retrouvée la plus avancée géographiquement, au coeur de la zone fertile des terres rouges, sur l'axe transamazonien, place de choix. Aujourd'hui siège du municipe du même nom, Medicilândia doit aussi sa croissance au boom cacaoyer entre 1983 et 1987 et à l'installation d'une série de commerce et de négociants.

Deux autres noyaux de peuplement attirent l'attention : la Vila Pacal (voisin du bourg) et la Vila União (isolé à 30 kilomètres du bourg). Le premier correspond à l'implantation au début de la colonisation de l'usine sucrière PACAL, installée par l'Etat. Un noyau de peuplement s'est maintenu autour de ce projet, qui n'a jamais pu être viabilisé économiquement. Le second est un noyau de peuplement né spontanément en bordure de route au contact de la zone indigène. La coupe du bois est l'activité principale. Les habitants attendent la libération de la réserve indienne, espoir alimenté par l'ouverture en 1982 d'une réserve forestière qui s'étendait des km 120 à 140 Nord.

Figure 4.



L'agroville Nova Fronteira du km 80, le troisième petit noyau de peuplement qui dépasse légèrement le chiffre de population prévue par le schéma d'aménagement (au début du lancement du plan de colonisation, une agroville se compose de 50 familles soit environ 300 habitants), possède déjà un poste téléphonique. A 10 kilomètres, début 1995, le bourg ne dispose pas encore de cet avantage. Ce hameau habité par une communauté qui a su développer des solidarités pour améliorer ses conditions de vie, est également au carrefour d'une zone dynamique de production.

Le fonctionnement du territoire

En plus des flux qui convergent sur Altamira, apparaissent des flux secondaires en direction des bourgs. Même si les produits restent destinés au centre régional, ils cheminent d'abord vers le point capable d'attirer la production. Ceci marque la possibilité de contrôler des flux et montre une utilisation des transports moins rationnelle dans l'absolu quand aux distances à parcourir. Puisque certains produits en provenance des traverses à l'ouest de Medicilândia empruntent deux fois le même trajet sur la Transamazonienne.

Au niveau sous-régional, le problème de l'espace et de l'organisation de la production se pose avec force. Les commerçants du bourg le résolvent en utilisant leurs multiples clients qui sont informateurs et intermédiaires secondaires. Ils font aussi appel à des transporteurs qui garantissent le contact avec le petit centre de négoce.

Jusqu'à présent, l'organisation des circuits d'échange a été profitable au bourg. Cependant, la petite communauté dynamique du km 80 s'engage dans le coopérativisme depuis cinq ans. La COOPER-SAME déploie son action sur les six traverses les plus éloignées du bourg. Elle espère capter les flux pour prospérer et pouvoir effectuer des investissements utiles à la collectivité. Par cette stratégie consciente ou inconsciente, elle cherche à délimiter son territoire d'intervention. Elle introduit un mode de structuration différent au sein du territoire, qui pourrait entraîner des changements.

Le niveau micro-local : le cas de la traverse 75 Sud

Un espace structuré à la stabilité fragile

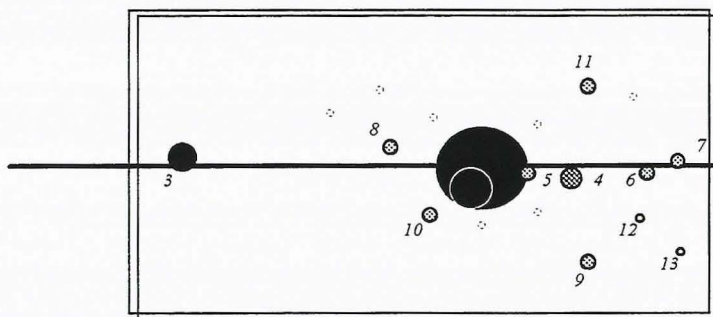
Il n'existe plus de front d'expansion de petits défricheurs sans capital et sans terre dans la traverse 75 S. Les derniers occupants au-delà du chemin de traverse ont démarqué des glèbes de 500 hectares, bien qu'ils possèdent déjà de la terre aux alentours du km 80, près de l'axe routier principal. Ce constat indique la présence d'un front pionnier en cours de structuration, avec un début de concentration des terres.

La zone cacaoyère (début de la traverse) la plus ancienne, est densément occupée. Cette aire présente les deux avantages de la fertilité des sols et de la proximité de l'axe routier. Elle a profité des aides de l'Etat qui ont favorisé l'implantation de cacaoyères et nécessité pour cela la présence d'une main-d'œuvre permanente qualifiée. Les planteurs emploient leur propre famille et celles des métayers (*meieiros*) qui participent à la mise en valeur de leur exploitation.

Là, où les terres sont impropres à l'agriculture (bande de terre des argiles jaunes *barro amarelo*), il y a peu ou pas d'habitants. Plus on s'éloigne de la Transamazonienne, là où la route cesse, il en est de même et cela indépendamment de la qualité des sols, puisqu'on y retrouve les terres violettes (*terras roxas*) d'une excellente fertilité. Les exploitations de 200 hectares, où prédomine l'élevage bovin s'y développent.

Figure 5.

**BOURG ET NOYAUX DE PEUPLEMENT LE LONG DE L'AXE
TRANSAMAZONIEN SUR LE TERRITOIRE DE MEDICILÂNDIA
(1994-1995)**

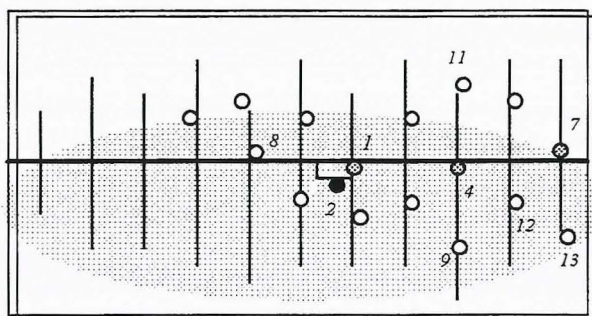


Le bourg (n°1) représente environ 4 000 habitants

Les autres noyaux de peuplement :

- Plus de 800 hab.
- Plus de 600 hab.
- ⊗ Plus de 400 hab.
- ⊗ Plus de 200 hab.
- < à 100 hab.

**LE SYSTEME ORIGINEL DES AGROVILLES
IMPLANTE PAR L'ETAT SUR LE TERRITOIRE DE
MEDICILÂNDIA (1974-1976)**



- 2 : Agrovillage PACAL
- 3 : Vila União (km 120)
- 4 : Agrovillage Nova Fronteira (km 80)
- 5 : Pedreira (km 85)
- 6 : Galvão (km 74)
- 7 : Agrovillage Jorge Bueno da Silva (km 70)
- 8 : Agrovillage Michel Gustavo (km 100 N/1 km)
- 9 : Agrovillage Tiradentes (km 80 S/10 km)
- 10 : Agrovillage Verde Floresta (km 95 S/7 km)
- 11 : Agrovillage Nova Esperança (km 80 N/10 km)
- 12 : Agrovillage Monte Castelo (km 75 S/6 km)
- 13 : Agrovillage Belo Horizonte (km 70 S/9 km)

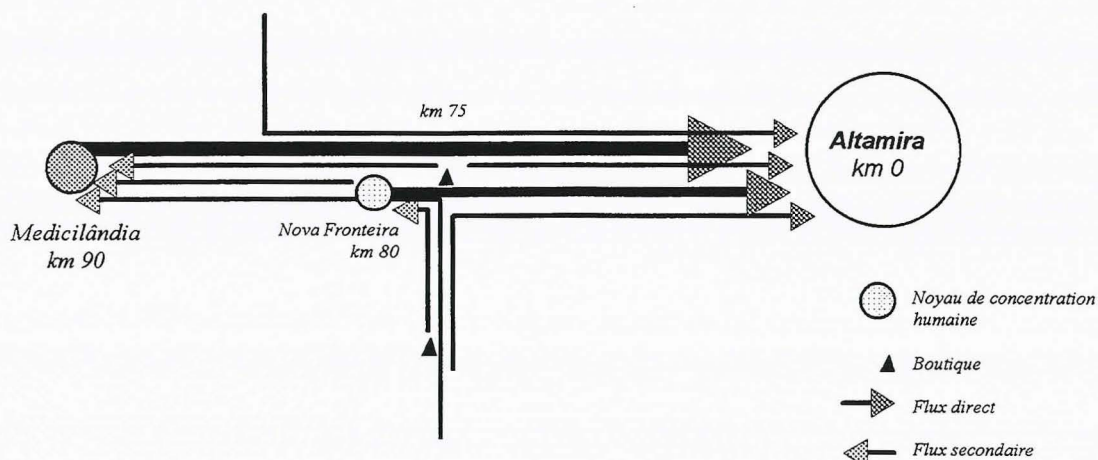
○ Agrovillage abandonné

- Agrovillage des vicinales
- ⊗ Agrovillage de la Transamazonienne
- Agrovillage Pacal (Usine de canne à sucre)

■ Lentille de « terres violettes »

— Traverse

**FLUX INTRA-REGIONAUX DE PRODUITS AGRICOLES
A L'OUEST D'ALTAMIRA (Figure D)**



⊗ Noyau de concentration humaine

▲ Boutique

→ Flux direct

⇐ Flux secondaire

Le risque : une trop forte concentration des terres et le choix de l'élevage mèneraient au dépeuplement du lieu et diminueraient ces chances de développement. Or le seul crédit disponible du FNO – Fond national d'aide à la région Nord – (via les organisations paysannes) concerne l'acquisition de bétail et l'implantation de cultures pérennes associées (noix de coco, cupuaçu-fruit de la famille du cacao, café). Nombreuses sont les petites propriétés qui profitent de ce crédit pour implanter des pâturages et acquérir les vaches nécessaires à la constitution du troupeau, tandis qu'un faible intérêt est porté à la plantation.

La force : la communauté est l'élément primordial de stabilisation des familles. C'est autour des familles pionnières que se structure cette communauté : associations de femmes et de jeunes animent la traverse par des fêtes, des échanges de savoir-faire, des rencontres sportives ou autres.

Dans la plus ancienne zone d'occupation allant jusqu'au km 12, existe encore une douzaine de lots appartenant aux pionniers de la colonisation officielle, soit 25 % de l'ensemble des premiers occupants. Dans la zone de seconde colonisation spontanée au-delà du douzième kilomètre, seulement 9 % des pionniers vivent encore là. Ce constat confirme que la proximité de l'axe est un facteur important de maintien des populations, mais également le réseau familial du pionnier.

Les cinq familles les plus importantes possèdent un tiers des terres de cette traverse. Elles ont réussi à placer leurs enfants lors du mouvement de seconde attribution des terres ou à racheter les lots du voisinage au mieux sur les terres fertiles, ou plus loin (comme les autres familles recensées). C'est sur une base familiale que s'élaborent les projets individuels et se fixent les habitants. Ces projets sont déterminants dans l'évolution de la traverse, autant au niveau du choix des productions que du commerce.

Fonctionnement de la micro-localité

On observe une division des tâches au sein des quatre familles pionnières, clés de l'organisation socio-économique de la traverse. Boutique, transports, décortiqueuses sont tenues par l'un des membres de chacune d'entre elles, pour un secteur géographique précis. Il existe aussi, un représentant politique du lieu au sein du conseil municipal. Tous participent au commerce des produits locaux, à l'état brut (fèves de cacao) ou transformé (riz décortiqué de qualité supérieure).

Les intermédiaires marchands actuels sont donc d'abord des producteurs du lieu, ou appartiennent à une famille de producteurs, comme la boutiquière, qui regroupe les produits pour un négociant de la ville d'Altamira (flux direct). Les flux secondaires en direction du bourg de Medicilândia sont alimentés par les lignes de transport installés par les individus qui habitent la traverse ou les transporteurs représentants des commerçants du bourg.

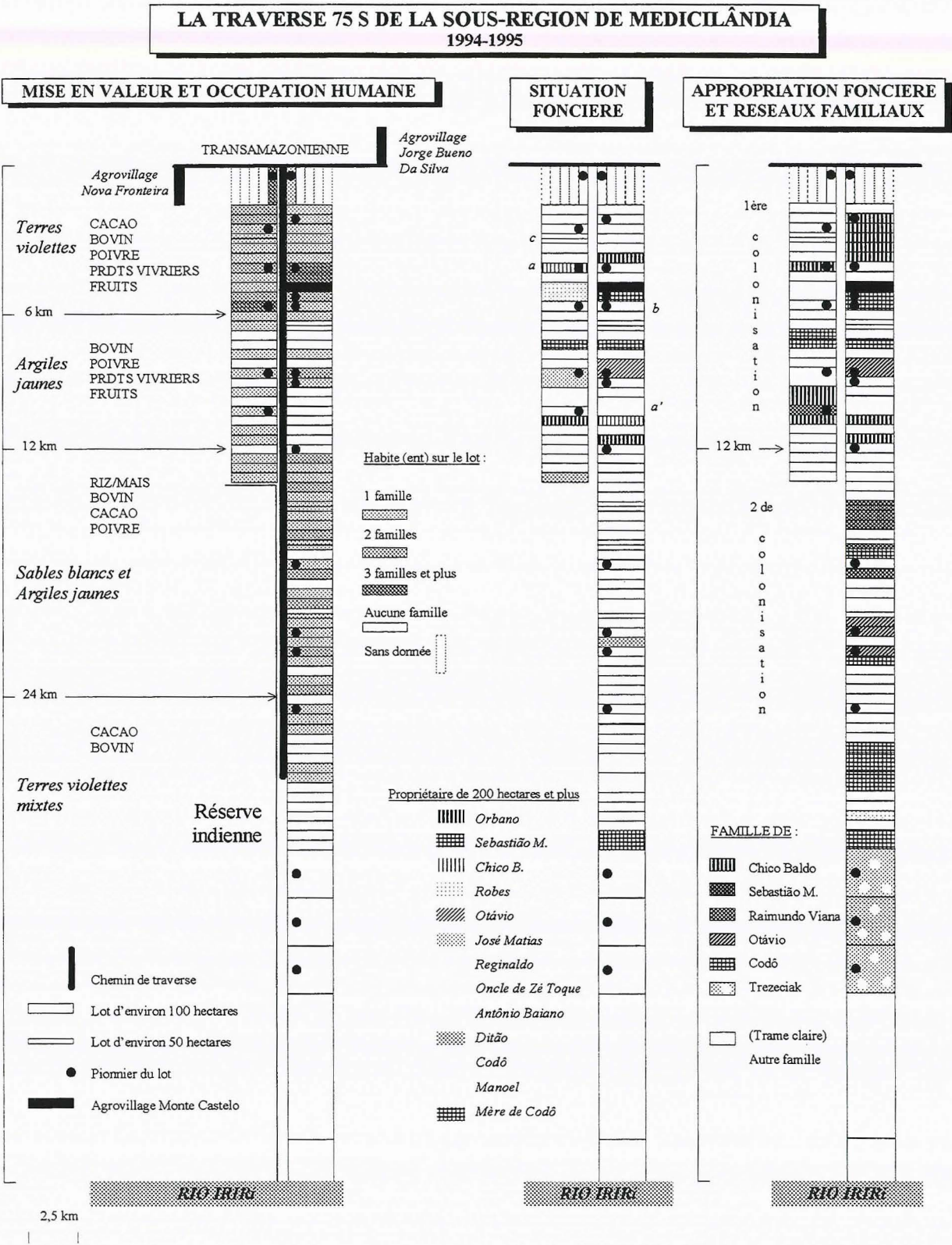
Tout producteur-commerçant cherche à commercialiser sa production directement au centre régional pour obtenir les meilleurs prix. Privilégié, il réussit à gagner la confiance d'un commerçant qui n'hésite pas à lui avancer de l'argent pour faciliter les paiements cash et permettre le regroupement des produits. Ces individus sont au service de l'enrichissement d'autres individus qui effectuent peu d'investissements locaux. Certains peuvent être à même de développer le territoire par des initiatives personnelles, mais compte tenu de l'actuel fonctionnement de l'économie (ni taxe, ni contrôle), il faudrait à ces individus un projet social fort qu'ils n'ont pas.

Perspectives de développement de la micro-localité

La traverse 75 S a la chance d'appartenir à la zone d'intervention d'un nouvel acteur : la coopérative du km 80 (figure 6).

Figure 6.

(Source Nathalie Paraliou, données de terrain 1994, 1995.).



Pourtant, sans la coopérative, par le biais d'individus ayant développé des services de transport, de commerce et de transformation (ainsi que les écoles grâce à la mobilisation de l'ensemble des parents et du soutien de la *prefeitura* via le conseiller municipal du lieu), la population rurale a trouvé une certaine stabilité. Cependant, ces mêmes individus, soutenus par leur réseau familial et social, ne semblent pas capables d'aller plus loin dans le développement des infrastructures et de la qualité de vie de la communauté. Les circuits coopératifs s'imposent. En effet, dans les conditions requises de confiance entre associés et bureau administratif, les gains sont réinvestis localement au profit de la communauté. Mais, ne plus vouloir alimenter les circuits privés de commercialisation ne signifie pas pour autant le passage à l'acte.

Bien que les flux actuels et l'organisation du commerce soit orienté sur Altamira à partir de ses bourgs satellites, des petites boutiques de campagne ou des exploitations, on voit aujourd'hui se former l'espoir de nouveaux modes d'organisation mis en place par les communautés rurales. Tout l'enjeu est de soutenir ces nouvelles structures et de les aider non seulement à commercialiser et valoriser les productions pour maintenir la diversification, mais aussi à élaborer les projets collectifs, qui se développeront grâce aux plus-values retenues par les acteurs locaux.

Si nous n'avions pas adapté notre méthode au contexte et procédé par niveau géographique de description et d'analyse, nous n'aurions pas pu entrevoir les éléments de régulation existant au sein même des communautés rurales et nécessaires à la stabilisation de cette région pionnière.

Les méthodes

L'importance du contexte

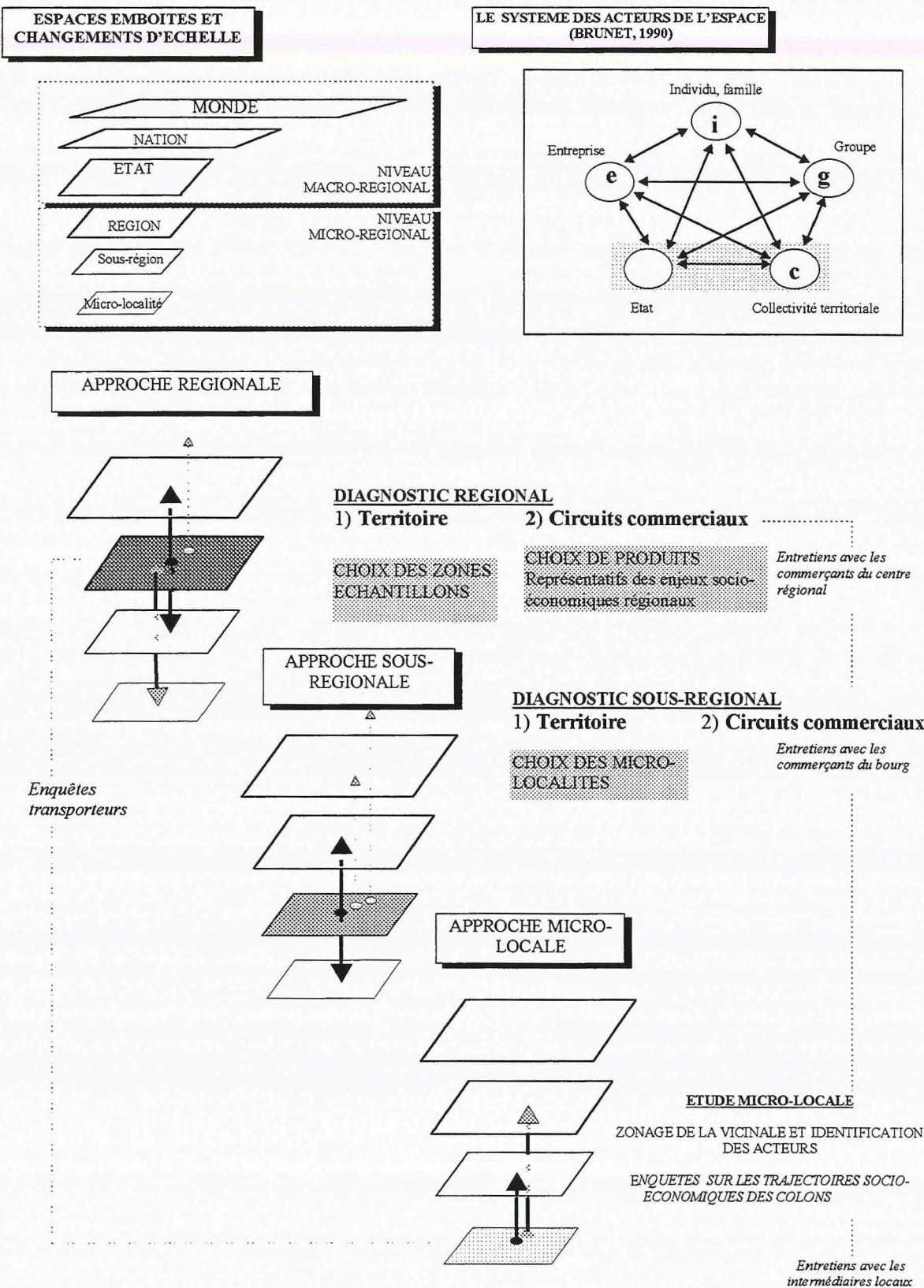
Les fronts pionniers présentent une extrême mobilité sociale et spatiale. Leur évolution s'effectue à une échelle de temps à la fois courte et dense, riche en événements. Dans ce contexte, il est important de choisir comme zone échantillon un espace sur lequel se développe toute la séquence historique de progression du front. La traverse est le lieu privilégié de l'observation de ce phénomène à niveau micro local tandis que l'un des municipes les plus anciens de la région est tout indiqué pour le niveau sous-régional.

Il est difficile de rester neutre ou passif dans ce contexte. Le chercheur n'est pas seulement observateur. Il a tôt fait de s'impliquer dans un mouvement social fort où les enjeux concernent la reproduction voire la survie de familles d'agriculteurs et de leur projet rural.

La démarche d'analyse

Les changements d'échelle s'imposent (figure 7). La démarche de cette étude qui utilise les changements d'échelle comme moyen d'évaluation de la problématique d'ensemble, s'est inspirée de Braudel (1979) qui procède du niveau local au niveau international. Trois niveaux géographiques d'appréhension des phénomènes sont retenus : régional, sous-régional et micro-local. La région, point de départ, représente une zone d'interface entre l'espace neuf et ancien et permet l'exploration de celle-ci, en amont et en aval. La région est ici un niveau intermédiaire de référence et d'appartenance à une organisation sociale, qui établit le lien nécessaire avec l'extérieur, d'autres régions, l'Etat, le pays, le reste du monde. Les acteurs locaux travaillent approximativement à cette échelle. Les commerçants, les leaders communautaires et politiques, parcourent la région.

Figure 7.



Le lien entre ces divers niveaux s'effectue essentiellement par le biais des circuits commerciaux. En effet, les relations économiques peuvent être représentées par des flux, d'où l'importance de comprendre ce qui se cache derrière ces flux après les avoir identifiés. Il s'agit d'étudier les circuits commerciaux à travers la structuration du territoire (boutiques, bourgs, marchés, entrepôts, etc.) et les principaux agents de ces circuits (commerçants et intermédiaires intervenants à des niveaux différents et ayant sous leur contrôle des espaces plus ou moins étendus, de la petite vicinale à l'ensemble de bassins de production sous-régionaux voire régionaux). Mais les relations économiques n'expliquent pas tout, aussi, l'utilisation du modèle du système des acteurs de l'espace (Brunet, 1990) sert de cadre d'analyse et de repère pour identifier les stratégies d'utilisation de l'espace à l'oeuvre dans la région d'étude qui découlent directement des projets de ces acteurs. Ces derniers construisent, utilisent et exploitent les systèmes commerciaux ou s'y soumettent. Ils contribuent à l'émergence de points d'accumulation ou de cristallisation des richesses, générateur de développement, à chaque rupture de charge de la circulation des produits régionaux. Consciemment ou inconsciemment, leurs stratégies et leurs comportements servent ou desservent le développement de leur région.

Pour finir, trois niveaux d'analyse ne doivent être perdus de vue.

D'abord décrire, à partir des données de base collectées. L'analyse structurale de l'ensemble du territoire et de ces points forts sert de support à la réflexion. Une bonne description des phénomènes et des acteurs constitue la première étape.

Puis, effectuer l'analyse fonctionnelle et la connaissance des trajectoires des acteurs pour identifier et expliquer les problèmes liés à la construction de la région pionnière et à la mise en place des circuits commerciaux.

La dernière étape, la plus délicate car elle touche au domaine prospectif, recherche les régulations et élabore des scénarios pour envisager les possibles. Elle s'appuie sur la restitution des résultats de recherche aux acteurs locaux et vise à alimenter le débat sur l'avenir du territoire.

Conclusion

Les changements d'échelle et l'étude des flux commerciaux ont permis d'appréhender une situation globale de monopolisation des échanges économiques par un centre régional secondaire relayé par ses bourgades. A partir de ce constat, il a cependant été possible de mettre en valeur les potentialités de transformation du système de commercialisation actuel, à partir d'un espace local structuré autour de quelques familles. Ainsi, l'avenir des populations dépend de leur capacité à développer des stratégies collectives pour se maintenir dans la région et améliorer leur condition de vie qui passe par le contrôle d'une partie de la plus-value.

Le passage du scénario de fuite en avant des fronts à celui de la stabilisation ne se fera pas sans le franchissement de plusieurs étapes. Il dépend de la capacité d'organisation du monde rural menacé qui prend le pas sur un noyau urbain peu dynamique et dominateur, monopolisé par les intérêts individuels privés, qui conduisent à exercer un impact globalement négatif sur les espaces environnants (expansion, instabilité des périphéries et concentration foncière).

La description et l'analyse des circuits commerciaux et de leur rôle de structuration de l'espace, mettent en évidence à l'échelle locale, l'enjeu de la consolidation des circuits maîtrisés par le secteur coopératif, comme moyen de capter une partie de la plus-value des produits commerciali-

sés pour les réinvestir sur le territoire au bénéfice de la communauté. Cette prise en charge du territoire par les acteurs locaux est l'une des conditions pour que le front pionnier structuré se consolide sans rejeter à la périphérie ses exclus.

Références citées

- BRAUDEL F. (1979). Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme XVème-XVIIIème siècle. Le temps du monde. Tome 3. Paris, Ed. Armand Colin. ? p.
- BRUNET R. (1990). Le déchiffrement du monde. : Mondes nouveaux, La Géographie universelle. Paris, Ed. Belin-Reclus. 9-271.
- HAMELIN P. (1990). Du riz au cacao sur la Transamazonienne, Brésil. In : DUPRE Eds. : Savoirs Paysans et Développement. Paris, Ed. L'Harmattan, 363-379.
- HAMELIN P. (1990). Occupation le long de la Transamazonienne : Le cas d'Uruará. Cah. du Brésil contemporain, n°11. 77-94.
- MILDER R. (1986). O desenvolvimento de Altamira e sua região apos a construção da Transamazônica (1970-1984). Tese de Geografia Humana dos países subdesenvolvidos, Nijmegen, Resumo Português, 06/1987.

Glossaire

- COBAL : Compagnie brésilienne d'alimentation
- DAZ : Développement de l'agriculture familiale amazonienne. Le LAET (Laboratoire agroécologique de la Transamazonienne) a accueilli en 1994, une équipe d'étudiant effectuant cette spécialisation à l'UFPA (Université fédérale de l'Etat du Pará).
- DNER : Département national des routes et transport
- FUNAI : Fondation nationale de l'Indien
- LAET : Laboratoire agro-écologique de la Transamazonienne.
- MOC : Module de colonisation
- MPST : Mouvement pour la survie de la Transamazonienne
- PACAL : *Projeto Agro-Canavieiro Abraham Lincoln*
- POLAMAZÔNIA : Programme de développement de l'Amazonie
- SAGRI : Secrétariat de l'agriculture
- SEFA : Secrétariat de la *fazenda*.
- PIC : Programme Intégré de colonisation

Fazenda : Grande exploitation d'élevage bovin extensif. - *Posse* : Terre sans titre de propriété. - *Posseiro* : Occupant d'une terre sans titre de propriété. - *Prefeito* : Sorte de maire ayant en charge la gestion de la plus petite division administrative au Brésil : le municipe. - *Prefeitura* : Equivalent de la mairie française.